

Source : <http://www.sortirdunucleaire.org/Vulnerabilite-des-installations-aux-agressions-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Vulnérabilité des installations aux agressions : la sortie du nucléaire est une urgence !**

6 décembre 2017

Vulnérabilité des installations aux agressions : la sortie du nucléaire est une urgence !

Comme l'a démontré le reportage "*Sécurité nucléaire, le grand mensonge*", quasiment aucune installation nucléaire n'est à l'abri du risque d'agression, qui n'a pas été prévu lors de leur conception. Tir de roquette sur une centrale, une usine ou un transport radioactif, crash d'avion, cyberterrorisme, attaque de drones ou actes de sabotage : tous ces scénarios sont malheureusement crédibles et leurs conséquences seraient catastrophiques (impacts sanitaires lourds, exode massif des populations...). Les autorités et les industriels doivent en tirer les leçons qui s'imposent.

Regarder le documentaire [ARTE](#) : Sécurité nucléaire - le grand mensonge

Ces failles de sécurité béantes, qui viennent se rajouter à un contexte déjà inquiétant en termes de sûreté (vieilles installations, incapacité d'EDF et Areva à assurer une maintenance correcte de leurs installations, découverte de nombreuses malfaçons), appellent une réponse immédiate des pouvoirs publics. La sécurité des populations doit passer avant les intérêts économiques d'EDF et Areva. Elle ne pourra être garantie qu'avec la disparition du risque nucléaire actif, ce qui signifie une sortie en urgence du nucléaire.

Dans ce contexte, il apparaît d'autant plus irresponsable que l'échéance de réduction de la part du nucléaire ait été repoussée à une date pour l'instant indéterminée. Le gouvernement, responsable en premier lieu de la sécurité des citoyens, se doit d'engager dès maintenant un programme de fermeture des centrales, sans attendre qu'EDF daigne enfin renoncer à prolonger leur durée de fonctionnement.

Alors que la France n'est pas à même de sécuriser ses 58 réacteurs et ses nombreuses usines nucléaires, il apparaît également irresponsable d'accroître cette vulnérabilité en mettant en service l'EPR de Flamanville - dont il est démontré depuis déjà de nombreuses années qu'il ne résisterait pas plus que les autres installations au crash d'un avion de ligne. Ce risque d'agression vient se rajouter aux nombreux problèmes de sûreté (cuve défectueuse, malfaçons en série...) qui plaident déjà pour l'abandon du réacteur.

Enfin, comme le démontrent les faits exposés dans le reportage "*Sécurité nucléaire, le grand mensonge*", il n'est pas concevable que la France puisse poursuivre plus longtemps les opérations de séparation du plutonium effectuées à La Hague, qui posent un risque énorme en terme de prolifération. Et que dire de la fabrication du combustible MOX, qui entraîne des allées et venues dans toute la France de camions de plutonium à la merci d'une attaque ?

C'est avec raison que, le 2 décembre, [près de 250 personnes ont déposé plainte contre EDF et l'État pour « risque causé à autrui » en raison de l'insécurité nucléaire.](#)



La France ne peut pas continuer à menacer plus longtemps la sécurité des populations européennes. Il est inacceptable que la seule réponse aux alertes posées dans ce documentaire soit, en l'état actuel, la criminalisation des militants qui ont le courage de s'engager pour mettre en lumière les problèmes. Au lieu de se réfugier dans le mutisme, les responsables politiques ont le devoir de prendre le sujet à bras-le-corps : la sortie du nucléaire s'impose en urgence !

Contact presse :

Martial Chateau - 06 45 30 74 66